



18.004

GPK-NR/SR und GPDel. Jahresbericht 2017

CdG-CN/CE et DéICdG. Rapport annuel 2017

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.03.18 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.03.18 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Seydoux-Christe Anne (C, JU), pour la commission: Le rapport annuel 2017 des Commissions de gestion et de la Délégation des Commissions de gestion vous est soumis conformément à l'article 55 de la loi sur le Parlement.

Les Commissions de gestion exercent la haute surveillance de la gestion du Conseil fédéral, de l'administration fédérale, des tribunaux fédéraux et des autres organes auxquels sont confiées des tâches de la Confédération. De son côté, la Délégation des Commissions de gestion contrôle les activités de la Confédération dans les domaines du renseignement civil et militaire.

Dans l'exercice de leur mandat, les Commissions de gestion procèdent à un contrôle de la légalité, à un contrôle de l'opportunité et à un contrôle de l'efficacité.

Les Commissions de gestion remplissent leurs tâches de surveillance de différentes manières, notamment en procédant à des inspections, en chargeant le Contrôle parlementaire de l'administration de procéder à des évaluations, en effectuant des visites auprès des autorités et des services de la Confédération, en examinant les rapports annuels du Conseil fédéral, du Tribunal fédéral et d'autres organes de la Confédération, en adressant des recommandations au Conseil fédéral, aux départements, au Tribunal fédéral, au Ministère public de la Confédération, à l'autorité de surveillance de celui-ci, puis en assurant le suivi de ces recommandations.

Les Commissions de gestion disposent d'un droit à l'information étendu. La Délégation des Commissions de gestion bénéficie, quant à elle, d'un droit à l'information illimité envers les autorités et les organes soumis à sa surveillance.

Il convient de relever ici le rôle essentiel du secrétariat des Commissions de gestion et de la Délégation des Commissions de gestion, véritable cheville ouvrière de celles-ci, qui fait partie des Services du Parlement et qui assiste et conseille les Commissions de gestion et la Délégation des Commissions de gestion dans l'exercice de leurs attributions.

Les Commissions de gestion collaborent par ailleurs avec les Commissions des finances, la Délégation des finances et le Contrôle fédéral des finances, qui exercent la surveillance et la haute surveillance des finances de la Confédération.

Les Commissions de gestion sont subdivisées en cinq sous-commissions permanentes chargées de la surveillance de l'ensemble des départements, de la Chancellerie fédérale, des tribunaux fédéraux, du Ministère public de la Confédération et de l'autorité de surveillance de ce dernier. Vous aurez l'occasion d'entendre deux présidents de sous-commissions tout à l'heure.

En 2017, trois groupes de travail ont été mis sur pied. Ils se sont penchés sur trois problématiques: d'une part, le reporting sur les risques du Conseil fédéral, d'autre part, la suspension du projet de défense sol-air par le chef du DDPS, et, enfin, le cautionnement des navires de haute mer.

Les Commissions de gestion ont tenu 18 séances plénières. Les sous-commissions et les groupes de travail se sont réunis à 67 reprises, dont 15 pour des visites de service. De leur côté, les membres de la Délégation des Commissions de gestion se sont retrouvés 12 fois, ce qui fait au total 97 séances, soit un travail conséquent.

Les inspections et les visites de service constituent des instruments importants pour les Commissions de gestion, et je souhaite mettre aujourd'hui l'accent sur les inspections,

AB 2018 S 117 / BO 2018 E 117





qui ont pour but de faire la lumière sur des lacunes ou des dysfonctionnements dans les domaines de compétence du Conseil fédéral, de l'administration fédérale, des tribunaux fédéraux et des autres organes auxquels sont confiées des tâches de la Confédération. Ces inspections se basent souvent sur une évaluation du Contrôle parlementaire de l'administration, qui joue également un rôle essentiel pour les Commissions de gestion.

Les inspections se décomposent en trois phases principales: premièrement, la phase d'inspection proprement dite, qui repose sur les recherches de la commission et/ou sur une évaluation du Contrôle parlementaire de l'administration; deuxièmement, la phase de prise de position de l'autorité concernée, à laquelle on envoie les résultats de l'inspection; troisièmement, la phase de contrôle de suivi, en général par le biais de la sous-commission compétente dans le domaine concerné, deux à trois ans après la publication du rapport d'inspection. Donc, on constate que c'est un processus d'une certaine durée et qu'il est tout à fait cohérent.

Parmi les points forts de l'année 2017, je citerai notamment l'inspection du cautionnement des navires de haute mer, dont le rapport est attendu en 2018. En outre, l'inspection relative à la suppression du projet de défense sol-air 2020 a fait l'objet d'un rapport des Commissions de gestion publié en janvier 2017. Le Conseil fédéral a donné son avis sur ce rapport, et les Commissions de gestion ont clos leur inspection après s'être prononcées dans un rapport de septembre 2017 sur l'avis du Conseil fédéral.

En 2017, à part l'inspection du cautionnement des navires de haute mer, trois autres inspections ont été lancées: une inspection des relations publiques de la Confédération, le rapport étant attendu en 2019; une inspection des scénarios de l'évolution démographique, le rapport étant attendu en 2018; une inspection des analyses ADN dans les procédures pénales, qui posent un certain nombre de problèmes et pour lesquelles nous attendons un rapport en 2019. Ces inspections s'appuient sur des évaluations du Contrôle parlementaire de l'administration.

J'aimerais insister encore sur l'importance pour les Commissions de gestion et la Délégation des Commissions de gestion, vu leur pouvoir d'investigation et leur droit à l'information étendus, voire très étendus, de garantir absolument la confidentialité et de traiter les informations confidentielles de manière responsable, à défaut de quoi la haute surveillance parlementaire perdrait tout crédit, notamment auprès des organes auprès desquels elle a à intervenir. Je pense que c'est un point essentiel pour nous autres parlementaires.

J'aimerais enfin remercier les collaboratrices et collaborateurs du secrétariat des Commissions de gestion et du Contrôle parlementaire de l'administration pour leur collaboration et la qualité exemplaire de leur travail. J'aimerais également remercier mes collègues pour l'engagement et le sérieux avec lequel ils participent aux nombreuses séances des Commissions de gestion.

Janiak Claude (S, BL), für die Kommission: Die GPDel hat im Jahr 2017 elf Sitzungen und eine zweitägige Auslandsreise durchgeführt; diese wurde dann allerdings etwas länger, weil wir einen Tag im Flughafen sitzen blieben. Ich möchte nicht wiederholen, was alles im Bericht der GPDel steht. Es ist ja dort aufgeführt, welche Standardgeschäfte wir jedes Jahr behandeln.

Wir haben uns im vergangenen Jahr insbesondere mit der Begleitung der Inkraftsetzung des neuen Nachrichtendienstgesetzes befasst, und wir haben uns bei den Verordnungen, die notwendig waren und erlassen werden mussten, konsultieren lassen. Wir haben dort eine meines Erachtens aktive Rolle gespielt und besonders darauf geschaut, dass diese Verordnungen tatsächlich auch den gesetzlichen Grundlagen entsprechen. Neben den Standardthemen, die in den Kompetenzbereich der Delegation gehören, stand die Untersuchung im Fall Daniel M. – wie er richtig heisst, weiss man ja inzwischen, er hat sich ja selber schon in der Presse geäussert – im Zentrum. Sie wurde von Kollege Alex Kuprecht, Präsident der GPDel in den vergangenen beiden Jahren, geleitet. Wir werden den Bericht demnächst veröffentlichen.

Die Publikation unseres Jahresberichtes hat in der Öffentlichkeit vor allem ein Thema in den Mittelpunkt gerückt, und zwar die Thematik rund um die Frage der Archivierung des sogenannten Berichtes Cornu beziehungsweise der nicht mehr auffindbaren dazugehörigen Akten. Die GPDel – ich möchte das unterstreichen – beschäftigt sich nicht mit der Forschung oder Aufarbeitung der geheimen Widerstandsorganisation P-26. Das überlassen wir gerne Historikern. Zu tun gehabt hat die GPDel als Nachfolgerin der seinerzeitigen parlamentarischen Untersuchungskommission aber in den vergangenen Jahren immer wieder mit Akteneinsichtsgesuchen zur PUK die Vorkommnisse im Eidgenössischen Militärdepartement betreffend, der sogenannten PUK EMD, und zur Arbeitsgruppe der GPK-NR, welche im Jahre 1981 einen Bericht zur Affäre Bachmann publiziert hatte. In diesem Zusammenhang wies ein interessierter Forscher die GPDel bereits im Jahre 2016 darauf hin, dass die geheimen Unterlagen der parallel zur PUK EMD geführten Administrativuntersuchung durch Untersuchungsrichter Cornu über die Beziehungen zwischen der P-26 und analogen Organisationen im Ausland im schweizerischen Bundesarchiv nicht auffindbar seien. Da der Forscher zudem über Hinweise verfügte, dass



sowohl der geheime Originalbericht als auch die zugehörigen Akten in den 1990er Jahren vorsätzlich vernichtet worden seien, bat er die GPDel mit einer Aufsichtseingabe, den Verbleib dieser Akten zu klären.

Erste Vorabklärungen ergaben, dass die Akten nicht im Bundesarchiv archiviert worden waren. Ein Exemplar des Untersuchungsberichtes selbst wurde bei der Informations- und Objektsicherheit (IOS) des VBS aufbewahrt. Schon im Dezember 2016 erhielten wir ein Exemplar des Berichtes zur Ansicht und konnten somit einen Teil des Verdachts des Aufsichtseingegers widerlegen. Unklar blieb jedoch der Verbleib der sieben Ordner und zwanzig Dossiers, die Untersuchungsrichter Cornu in seinem Bericht als Teil der Untersuchungsunterlagen auflistete. Wir haben uns im vergangenen Jahr – das können Sie auch in unserem Bericht lesen – längere Zeit mit dem VBS unterhalten, Korrespondenz geführt. Wir sind immer noch daran herauszufinden, wo sich diese Akten möglicherweise befinden.

Was die Geschichte im Zusammenhang mit dem Bericht betrifft, ging in der Presse völlig unter, dass sich der Chef VBS schon bald verpflichtet hatte, die punktuell eingeschwärzte Version des Untersuchungsberichtes noch vor Ablauf der Schutzfrist zugänglich zu machen. Nach Artikel 13 des Archivierungsgesetzes kann das VBS für eine solche Einsicht Auflagen machen, zum Beispiel, dass das Dokument nur eingesehen und nicht kopiert werden darf. Der Originalbericht ohne Einschwärzungen soll jedoch während der gesamten Schutzfrist nicht zugänglich gemacht werden. Wir haben also, wie schon gesagt, das VBS gebeten abzuklären, ob die vom VBS ursprünglich für die Veröffentlichung vorgesehene und punktuell eingeschwärzte Version bereits nach Ablauf der Hälfte der Schutzfrist für die Forschung zugänglich gemacht werden kann.

Die Situation hat sich nach der Publikation unseres Berichtes insofern etwas geändert, als auch wir nun erfahren haben, dass im Jahre 2015 der private Verein Pro Castellis die ehemalige Ausbildungsanlage der P-26-Truppe in Gstaad übernommen und im November 2017, also im Berichtsjahr, dort ein Museum eingeweiht hat. Dort sollen Akten aufbewahrt werden, die laut einem Verantwortlichen des Vereins einer Schutzfrist von fünfzig Jahren unterstehen. Wir sind daran, das abzuklären. Nach unserer Auffassung ist das Bundesgesetz über die Archivierung relativ klar: Grundsätzlich sind alle Bundesbehörden verpflichtet, ihre Akten dem Bundesarchiv anzubieten. Das Bundesarchiv entscheidet dann über die Archivierungswürdigkeit.

Schon jetzt kann man hier doch ein Fragezeichen setzen: Nach unserer Auffassung ist es nicht möglich, dass Akten, die dem Bundesarchiv zugänglich gemacht werden müssten, einfach praktisch privat aufbewahrt werden und unter einer Schutzfrist stehen. Wir sind jetzt am Abklären, wie es hier weitergeht. Noch einmal: Uns geht es ausschliesslich um die Frage, was mit dieser Archivierung passiert ist. Das ist das

AB 2018 S 118 / BO 2018 E 118

Thema. Wir sind also nicht Historiker, die sich noch einmal mit dieser ganzen Geschichte befassen möchten. Ich möchte noch etwas zu unseren Kontakten mit ausländischen Aufsichtsorganen sagen: Am 11. September 2017 haben wir uns mit den Mitgliedern der deutschen G10-Kommission ausgetauscht. Sie hat die Schweiz besucht und sich bei der Verwaltung und insbesondere auch beim Bundesverwaltungsgericht über die Kontrollverfahren des neuen Nachrichtendienstgesetzes informiert. Es war übrigens auch ein Aspekt unserer Tätigkeit im vergangenen Jahr, dass wir uns bei der Installation dieses ganzen Genehmigungsverfahrens aktiv beteiligt und mit dem Bundesverwaltungsgericht ausgetauscht haben, weil wir sichergehen wollten, dass dieses Genehmigungsverfahren dann auch so funktioniert, wie es der Gesetzgeber vorgesehen hat.

Wie ich bereits erwähnt habe, waren wir am 20. und 21. November 2017 in Den Haag. Dort trafen wir uns mit Vertretern des Aufsichtsorgans des niederländischen Parlamentes und den Vertretern des unabhängigen ständigen Kontrollorgans über den zivilen und militärischen Nachrichtendienst. Die Niederlande verfügen, wie die Schweiz ebenfalls, über einen fusionierten zivilen und militärischen Nachrichtendienst. Während das System der Aufsicht ähnliche Strukturen aufweist, unterscheiden sich jedoch insbesondere die Kompetenzen der parlamentarischen Aufsicht signifikant von unseren. Es war für uns sehr interessant zu sehen, dass das Parlament bei der Aufsicht wenig zu sagen hat. Es delegiert diesen Bereich an eine ausserparlamentarische Aufsichtsbehörde, die prominent bestückt ist. Wir haben aber neben dieser Aufsichtsbehörde auch den zivilen und den militärischen Nachrichtendienst besucht, haben mit dem nationalen Koordinator für Terrorismusbekämpfung einen Austausch gehabt und haben auch Europol besucht.

Wir können unter dem Strich festhalten, dass wir als GPDel – das wissen Sie – über sehr weitgehende Informationsrechte verfügen. Vergleichbares haben wir bei anderen Parlamenten in diesem Ausmass nicht feststellen können. Der Unterschied ist vielleicht dort, dass die Leute, die sich um die Aufsicht bemühen, zwar weniger Informationsrechte haben, aber hinsichtlich der Unterstützung zahlenmässig um einiges höher dotiert sind als wir hinsichtlich unseres Sekretariats. Ich möchte diese Gelegenheit deshalb benützen, unserem kleinen Sekretariat herzlich zu danken, dass es uns unterstützt und eine hervorragende Arbeit leistet.



Müller Damian (RL, LU), für die Kommission: Wie Sie dem GPK-Bericht entnehmen können, hat die Subkommission EDA/VBS im Jahr 2017 die Inspektion zu den internationalen Kooperationen bei der militärischen Ausbildung und Rüstung fortgeführt.

Auch nach einer zweiten Stellungnahme des Bundesrates zu gewissen Fragen in Sachen unterschiedliche Behandlung von Rahmenabkommen im Rüstungsbereich und Rahmenabkommen im Ausbildungsbereich blieben einige Fragen ungenügend beantwortet. Die GPK-SR entschied daher, die noch offenen Fragen im Rahmen von Anhörungen von Vertretern des VBS, der Bundeskanzlei und der Direktion für Völkerrecht des EDA zu klären. Diese Anhörungen fanden im November 2016 statt. Dabei stellte die GPK-SR fest, dass die Zuständigkeit für die Kriterien zur Publikation von Abkommen ungeklärt bleibt. Sie forderte den Bundesrat daher im Februar 2017 auf, diese Zuständigkeit abzuklären. Gleichzeitig schloss sie die Inspektion ab. Sie wird sich daher aber im Rahmen der Nachkontrolle in ein bis zwei Jahren erneut mit der Problematik befassen.

Weiter hat die Kommission im vergangenen Jahr nach einer ersten Nachkontrolle im Jahr 2011 die zweite Nachkontrolle der Rüstungsbeschaffung VBS abgeschlossen, die 2014 begonnen worden war. Die Verzögerung ist darauf zurückzuführen, dass der Bundesrat die Botschaft, die die Frage nach einer Verbesserung des Rechtsschutzes für Anbieter bei Rüstungsbeschaffungen betrifft, erst am 15. Februar 2017 verabschiedete. Diese Botschaft und der Entwurf des Bundesgesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen, das BöB, liessen jedoch keine Verbesserung des Rechtsschutzes für Anbieter bei Rüstungsbeschaffungen erkennen. Der Bundesrat begründet dies primär damit, dass ein ausgebauter Rechtsschutz beziehungsweise Beschwerden bei Rüstungsbeschaffungen aus sicherheitspolitischen Gründen – Stichwort Akteneinsicht – nicht zu verantworten wären. Weitere Erläuterungen seitens des Bundesrates fehlten, weshalb die GPK-NR nicht abschliessend klären konnte, ob der Bundesrat ihren Eingaben angemessen nachgekommen ist.

Ausserdem schlossen die beiden GPK im September 2017 die Inspektion zur Sistierung des Projektes Bodengestützte Luftverteidigung (Bodluf) ab. In ihrem Bericht vom 26. Januar 2017 kritisierten sie den Entscheid des VBS-Vorstehers vom März 2016, das Projekt Bodluf kurz vor Abschluss der Evaluation zu sistieren, und verlangten vom Bundesrat eine unverzügliche und rasche Wiederaufnahme der Evaluation. Zudem forderten sie den Vorsteher des VBS auf, bei künftigen Führungsentscheiden die ihm unterstellten verantwortlichen Personen einzubeziehen und für eine sachliche Abstützung der Entscheide zu sorgen.

In seiner Stellungnahme vom 12. April 2017 zum GPK-Bericht bestritt der Bundesrat den Sachverhalt nicht, ging aber auch nicht vertieft darauf ein. Die GPK hielten daher an ihrer ursprünglichen Beurteilung fest. In ihrem Bericht vom 25. September 2017 verwiesen sie darauf, dass der VBS-Vorsteher mittlerweile entschieden hat, das Projekt zur Beschaffung eines Systems zur bodengestützten Luftverteidigung neu zu initiieren. Nach Ansicht der GPK sind Kostenschätzungen der Expertengruppe "Neues Kampfflugzeug" für die Beschaffung von Bodluf-Systemen aufgrund der unzureichenden Ergebnisse der Bodluf-Evaluation von grossen Unsicherheiten geprägt. Angesichts der Neuinitiiierung des Projektes Bodluf und angesichts der unzureichenden Stellungnahme des Bundesrates haben die GPK entschieden, ihre Inspektion abzuschliessen. Sie gehen davon aus, dass der Bundesrat und der Vorsteher VBS die nötigen Vorkehrungen treffen werden, um das neue Projekt unter Einbezug von Experten und zuständigen Mitarbeitern sowie gemäss den Prozessvorgaben zu einem erfolgreichen Abschluss zu bringen und damit die bestehende Sicherheitslücke zu schliessen.

Die GPK hörten anlässlich ihrer Tagung vom 25. September 2017 den Vorsteher VBS in der Affäre um den Oberfeldarzt der Armee an. Dabei wurden die Verfahren und deren Dauer kritisch hinterfragt. Die zuständige Subkommission EDA/VBS der GPK-NR wurde beauftragt, diesbezüglich weitere Abklärungen zu treffen, insbesondere zu den Vorgängen auf Stufe Departement.

Die Inspektion zum Personal im diplomatischen Dienst wurde erst im Dezember 2017 abgeschlossen, weshalb sie im Jahresbericht nicht mehr berücksichtigt werden konnte.

Hêche Claude (S, JU), pour la commission: Comme chaque année, le rapport des Commissions de gestion nous permet de prendre un peu de recul pour avoir une vue d'ensemble des activités de haute surveillance.

Si tous les dossiers suivis par la Commission de gestion de notre conseil méritent une information et une attention particulières, mon rapport, comme président de la sous-commission DFI/DETEC, concernera, d'une part, les prix culturels attribués par l'Office fédéral de la culture (OFC) et, d'autre part, l'admission et le réexamen des médicaments figurant sur la liste des spécialités.

Au cours du second semestre 2017, la sous-commission précitée s'est penchée sur les dépenses de l'OFC dans le domaine des prix culturels. Cet examen faisait suite à plusieurs critiques, émises notamment dans la presse nationale.

Dans le prolongement de la visite de service effectuée par la sous-commission soeur, nous avons adressé, dans une lettre envoyée en août dernier, une série de questions à l'OFC portant notamment sur les bases



légales de la politique en matière de prix culturels, les processus liés à la détermination des budgets dans ce domaine, la consultation des représentants des disciplines artistiques concernées ou encore l'évaluation de l'impact et de l'opportunité des mesures prises. Nous avons également prié l'OFC de nous faire parvenir une vue d'ensemble des montants prévus au budget 2017 pour les différents prix culturels.

AB 2018 S 119 / BO 2018 E 119

L'OFC a répondu à notre requête et les réponses obtenues ont permis de clarifier et de justifier les éléments soumis à discussion.

Premièrement, il faut relever que, jusqu'à présent, les cantons, les villes, les communes et les fondations n'avaient pas émis le souhait de débattre avec l'OFC de la politique des prix culturels de la Confédération, ce qui est interprété par l'OFC comme "le signe d'une satisfaction générale".

Deuxièmement, concernant le budget des prix culturels, la commission est consciente du fait que l'OFC doit composer avec des besoins financiers et des contextes variables d'une branche artistique à l'autre.

Troisièmement, au niveau de l'évaluation des mesures et des moyens alloués, la commission estime judicieux que l'OFC soumette sa politique des prix à un examen régulier. En ce sens, elle salue les réflexions de l'OFC en cours à ce sujet.

Quatrièmement, la commission salue les démarches de l'OFC visant à associer les représentants de la branche à la conception des prix culturels et des mesures d'accompagnement, et le fait qu'un débriefing soit réalisé après chaque remise de prix.

La Commission de gestion a néanmoins formulé quelques recommandations à l'intention de l'OFC. Malgré les explications spécifiques fournies, notre commission a souligné qu'elle était interpellée par les coûts de location élevés dévolus aux prix suisses d'art et de design dans le cas particulier de la manifestation Art Basel. Pour cette raison, elle a invité l'OFC à examiner, en vue des prochaines éditions, si des solutions adéquates pouvaient être envisagées afin de réduire ces dépenses.

Les critères selon lesquels l'OFC calcule le "bénéfice" des mesures choisies semblent sujets à une certaine marge d'interprétation. A ce sujet, la commission a invité l'OFC à se référer, dans le cadre de ses évaluations futures, à une liste définie de critères objectifs et transparents.

En fin de compte, vu les déclarations et les engagements obtenus de l'Office fédéral de la culture, la commission n'a pas jugé utile – pour l'instant – d'approfondir davantage son examen. Elle se réserve le droit de faire le point sur l'évolution de la situation au cours des années à venir.

J'en viens à présent à l'activité de la Commission de gestion en lien avec l'admission et le réexamen des médicaments figurant sur la liste des spécialités.

Comme vous le savez, ce dossier occupe depuis un certain temps déjà notre commission. En mars 2014, cette dernière publiait, sur la base d'une évaluation du CPA, un rapport dans lequel elle adressait huit recommandations et trois postulats au Conseil fédéral.

Malgré les efforts entrepris par les différents acteurs concernés, la situation doit encore et toujours être améliorée. Le dernier épisode date d'octobre de l'année dernière, les médias nationaux ayant annoncé d'éventuels retards dans la mise en oeuvre par l'Office fédéral de la santé publique du réexamen périodique des médicaments. Plus particulièrement, le réexamen annuel 2017, initialement prévu pour le 1er décembre de la même année, aurait été repoussé d'un mois en raison d'une charge de travail trop importante à l'Office fédéral de la santé publique, liée aux nouvelles modalités de contrôle, et d'un calendrier trop serré.

Au mois de novembre de l'année dernière, la sous-commission a donc adressé une lettre à l'OFSP afin d'éclaircir les faits évoqués. Dans sa réponse de décembre dernier, l'OFSP a confirmé que des retards avaient été pris. Ceux-ci s'expliquent par le fait que le réexamen n'a pu être lancé qu'en mars 2017, après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions d'ordonnances. Lesdites dispositions exigent à présent un réexamen plus approfondi du prix de chaque médicament et, partant, augmentent nettement la charge de travail de l'OFSP.

Le Conseil fédéral est conscient de l'importance de ce réexamen et de la nécessité d'agir. Il a ainsi d'ores et déjà accordé des ressources supplémentaires à l'OFSP afin que le réexamen 2018 ait lieu conformément au calendrier prévu. Sur le plan financier, il faut relever que chaque mois de retard pris dans la procédure implique, selon l'OFSP, un manque à gagner de l'ordre de 5 millions de francs en termes d'économies non réalisées.

Sur la base des explications obtenues, de l'engagement du Conseil fédéral et des enjeux financiers, la Commission de gestion de notre conseil a décidé tout récemment de maintenir toute son attention sur ce sujet en effectuant un nouveau point de situation dans le cadre du contrôle de suivi déjà prévu à la mi-2019.

Je tiens à remercier le Contrôle parlementaire de l'administration et le secrétariat des Commissions de gestion pour leur précieux soutien.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • 5012 • Fünfte Sitzung • 06.03.18 • 08h15 • 18.004
Conseil des Etats • 5012 • Cinquième séance • 06.03.18 • 08h15 • 18.004



Vom Bericht wird Kenntnis genommen
Il est pris acte du rapport

